

<https://ecoleemancipee.org/spip.php?article2767>



Agir pour l'école ?

- Éducation -



Date de mise en ligne : mardi 5 mars 2019

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

L'école de la confiance à la Blanquer passe dans le discours ministériel par le fait d'asseoir les décisions sur les résultats de « la science » et sur des données objectives issues des évaluations nationales. Le CP et plus spécifiquement l'apprentissage de la lecture font l'objet d'une attention toute particulière de la part du ministre avec pour bras armé l'association Agir pour l'École qui affirme que sa méthode est capable de « diviser la difficulté scolaire par deux ».

Recyclage de PARLER

Contrairement à ce qu'elle annonce sur son site, Agir pour l'École est autre chose qu'« une plate-forme d'expérimentation de nouvelles méthodes d'apprentissage de la lecture fondée sur des recherches scientifiques sérieuses et avec des résultats convaincants ». D'abord parce qu'il n'y a aucune nouveauté dans ce qu'elle propose puisque le dispositif qu'elle cherche à imposer est directement issu de l'expérimentation PARLER, menée entre 2005 et 2008 à Grenoble puis à Lyon à partir de 2011, et qui s'appuie sur les travaux de M. Zorman. Ensuite parce que les résultats sont très loin d'être convaincants : quels que soient les organismes ayant étudié sérieusement les résultats (dont la DEPP et l'IGEN), aucune conclusion définitive n'a pu être avancée. Si pour les compétences (discrimination phonologique et reconnaissance de lettres et de syllabes) travaillées de manière intensive, les résultats des élèves sont meilleurs que la moyenne, rien ne prouve que les compétences en lecture en seront améliorées. Qu'à cela ne tienne, ce sont les propres évaluations d'APE qui sont mises en avant et qui constituent le principal argument en faveur de leur méthode. Tout cela n'a pas empêché J.-M. Blanquer, en 2011, alors qu'il était directeur de la DGESCO, de vouloir étendre le dispositif. Il confie alors la mise en oeuvre de cette opération à l'association Agir pour l'École, association en lien direct avec l'institut Montaigne.

Un dispositif « hors la loi »

Après une mise en sourdine au cours du quinquennat précédent, on assiste depuis deux ans à une nouvelle offensive, extrêmement agressive, d'Agir pour l'École. Dès la rentrée 2017, de nombreuses écoles classées en REP et REP + ont été la cible d'un démarchage insistant avec la promesse de résultats positifs indiscutables et de mise à disposition de matériel innovant (tablettes et logiciels). Si APE affirme que l'engagement des enseignant-es et des écoles s'opère sur la base du volontariat, on observe des pressions plus ou moins « amicales » aussi bien de la part de l'association que de l'administration, souvent elle-même piégée par des orientations ministérielles qu'elle n'approuve pas. Quand un-e enseignant-e fait part de son désir de sortir du dispositif, il est rapidement « repris en main » par APE et il se peut même

qu'il-elle reçoive la visite de l'IEN, du DASEN voire... de la rectrice.

Pourtant, les raisons qui poussent certain-es enseignant-es à vouloir sortir du dispositif sont tout aussi nombreuses que justifiées. Le protocole auquel ils-elles et leurs élèves sont soumis-es ne laisse la place à aucune possibilité d'aménagement : progression à respecter strictement, travail exclusif sur les correspondances grapho-phonémiques, entraînement intensif pour les élèves avec impossibilité de proposer une autre entrée en cas de difficulté insurmontable pour l'élève, évaluation régulières sous l'égide d'APE, renoncement à assurer l'intégralité des programmes dans d'autres domaines que la lecture faute de temps... Encore plus problématique, APE introduit dans les classes des personnels non enseignants et salariés-es de l'association, pompeusement appelés « assistants pédagogiques » et formés en deux heures, pour la prise en charge régulière de groupes d'élèves. Par ailleurs, les 18 heures d'animations pédagogiques sont entièrement consacrées à la formation sur le dispositif et assurées par... Agir pour l'École ! Même les IEN se sentent dépossédés de leurs prérogatives et le SNPI-FSU se fait le relais de leur malaise.

Des liaisons dangereuses

Rappelons les origines de cette association et les liens quasi incestueux que le ministre entretient avec elle. Agir pour l'école est un satellite de l'institut Montaigne, célèbre think tank libéral proche du Cac40, et est hébergée dans ses locaux. J.-M. Blanquer est un fidèle de Montaigne depuis longtemps et a appartenu au comité directeur d'APE depuis sa création. Alors qu'il était chef de la DGESCO, il a soutenu l'expérimentation de Céline Alvarez et l'institut Montaigne l'a en partie financée. Laurent Cros actuel directeur d'APE se réjouissait que la période où J.-M. Blanquer était à la DGESCO était la plus faste en expérimentations mesurées. Pourtant l'expérimentation de C. Alvarez dont les prétendus résultats exceptionnels ont largement été exposés dans les médias, n'a fait l'objet à ce jour d'aucune publication dans une revue scientifique. Pour que les résultats de l'actuel dispositif de lecture ne subissent pas le même sort, le ministre, via la DGESCO, a fourni gracieusement un échantillon témoin à l'association, échantillon qui n'a pas suivi l'entraînement intensif réservé aux classes entrées dans le dispositif mais qui a été soumis aux mêmes tests. Des élèves de CP ont donc supporté deux fois un protocole d'évaluation au cours du premier trimestre : l'un à destination du ministère, l'autre pour APE.

L'utilisation quotidienne de tablettes et de logiciels spécifiques, nécessitée par un emploi du temps très contraignant avec des exercices intensifs en petits groupes, ne manque pas de nous interroger quand on connaît les liens étroits existant entre Apple et Agir pour l'École...

Une école de classe

Le projet libéral de Blanquer a depuis longtemps été identifié, les voies qu'il emploie pour le justifier et le généraliser passent par Agir pour l'École. En promoteur de l'« evidence based », il doit fournir les preuves scientifiques pour faire accepter ses réformes à l'opinion et les rendre ainsi raisonnables et donc incontestables. Actuellement, si aucune étude sérieuse ne permet d'accréditer ses thèses, APE la lui fabriquera.

La méthode d'apprentissage de la lecture développée par APE n'est pourtant rien d'autre que la remise au goût du jour de la méthode syllabique la plus stricte, à savoir telle qu'elle était utilisée jusque dans les années 60. Les principales différences consistent en une intensification de l'entraînement auquel sont soumis les élèves, l'utilisation de tablettes pour libérer l'enseignant-e afin qu'il ou elle se consacre à un petit groupe d'élèves et des évaluations régulières. Et les effets seront les mêmes, ceux dénoncés par Evelyne Charmeux : des jeunes en difficulté dans l'enseignement secondaire, des adultes non-lecteurs qui finissent par perdre même leur capacité à décoder par manque d'entraînement.

Le retour aux fondamentaux prôné par le ministère Blanquer passe par la maîtrise du code alphabétique qui permet le déchiffrage et n'a d'autre finalité que d'assurer au plus grand nombre la possibilité de décoder des messages simples et courts. Ce qui est visé n'est pas l'entrée dans la culture de l'écrit, ni la poursuite d'études, mais l'employabilité qui passe par l'usage utilitaire de l'écrit. C'est ce qu'exige l'entreprise et plus généralement l'économie, c'est donc ce que l'école doit assurer. Ne cherchons pas plus loin pourquoi ce sont les zones d'éducation prioritaire qui sont ciblées par le ministère dans le déploiement du dispositif Agir pour l'École.

Claude Gautheron